

LA GAZETTE DU CONGRES

N° 1

VIVRE ETUDIER DECIDE
ST CE QUE S VOUL



C'est par le traditionnel Union Nationale des
Etudiants de France que s'est ouvert hier matin notre 70^e
Congrès.

Dès le rapport d'ouverture de Régis PIQUEMAL et
les premières interventions, le ton était donné.
DECIDER, et avec l'UNEF, ils le disent haut et fort.

Les étudiants de 85 veulent VIVRE, ETUDIER,
Rassemblement de luttés, le 70^e Congrès de
l'UNEF s'annonce fructueux et actif.

Alors, ensemble, affirmons :

On n'est pas des pigeons,
avec l'UNEF AGISSONS !

Election du Bureau du Congrès

Xavier AKNINE - Santé
Pierre BARBANCEY - Nice
Daniel BELIKI - Nanterre
Eric CADORE - Toulouse
Antonio CHAPEIRA - Jussieu
Serge GAYSSOT - Villetaneuse
Brigitte GEOFFRIAULT - Paris I
Philippe GRAND - Lyon
Vincent GUICHARNAUD - Limoges
Patrice Leclerc - Nanterre
Hervé MASNYOU - Paris I
Vincent MARKIDES - Villetaneuse
Rémy MENETRIER - Paris
Valérie MEOT - Paris IV
Jean-Jacques NANI - Jussieu
Muriel OMS - Santé
Régis PIQUEMAL - Santé
Marianne SUNNER - Paris IV
Antoine VALBON - Paris VIII
Frédéric VERRECCHIA - Nanterre
Pierre VILLARD - Grenoble

Bureau adopté à l'unanimité moins une abstention.

Election Commission des Mandats

Muriel OMS
Xavier AKNINE
Laurence LEGER

Adopté à l'unanimité moins
2 abstentions et 2 refus de vote

Election Commission des amendements

Rémy MENETRIER
Hervé MASNYOU
Frédéric VERRECCHIA
Philippe GRIMAL

Adopté à l'unanimité moins
une abstention et 2 refus de vote

Les Invités du 70è Congrès

Dès le premier jour, le 70è Congrès de l'UNEF a reçu de nombreuses délégations d'organisations démocratiques françaises et internationales.

--

Jean-François TOURNADRE - Secrétaire Général du SNESup

René LOME - Secrétaire Confédéral de la C.G.T.

Jean-Dominique SIMONPOLI - Secrétaire Général du CCJ - CGT

Jocelyne GUIHEU - Secrétaire Nationale de l'UGICT -CGT

Jean-Jacques BERRA - UGICT - CGT

Jacques PAULIES - F.N.M.T.

Laurent MAGNE - Président de l'U.G.E.

conduit une délégation composée de Jean-Louis MUSCAGORY
et Nicolas DEVILES

Didier-Antoine REVERTE a conduit une délégation de la FRUF composée de
Thérèse PRECIGOUT et Marie-Jo LAMARQUE

Jorge MATURANA représentera l'U.I.E. durant toute la durée du Congrès

Des organisations, faute de pouvoir participer à nos travaux, nous ont fait parvenir des messages, il s'agit de la J.O.C.-J.O.C.F. - de la F.E.N. et de la FERC - CGT

Le Congrès accueille aussi durant ses travaux :

Catherine COUTARD - M.J.S.

Sabino PATRUNO - Secrétaire National de l'U.E.C.

SNESup - Syndicat National de l'Enseignement Supérieur

C.G.T. - Confédération Générale du Travail

CCJ - CGT - Centre Confédéral de la Jeunesse (CGT)

UGICT-CGT - Union Générale des Ingénieurs Cadres et Techniciens (CGT)

FNMT - Fédération Nationale de la Mutuelle du Travail

UGE - Union des Grandes Ecoles

FRUF - Fédération des Résidents Universitaires de France

UIE - Union Internationale des Etudiants

MJS - Union de la Jeunesse Socialiste

UEC - Union des Etudiants Communistes

COMPTES-RENDUS d'interventions

La période actuelle est importante pour nous, étudiants, et cela à plusieurs titres. Or, sans céder aux thèses faciles du fatalisme, je crois qu'il est important pour le syndicat de s'interroger en faisant le point sur la réalité du milieu universitaire d'aujourd'hui.

Après avoir été la cible des gouvernements de droite des années 70, aidé à cela par l'alibi = crise-restructuration, l'université s'est vue sauvée de l'asservissement par les premières mesures du gouvernement de gauche de MAI 81.

Les négociations qui allaient rapidement se dérouler à propos de la N.L.O. allaient montrer clairement que l'UNEF était la seule organisation sérieuse avec laquelle il fallait compter. Face à nous, l'extrême droite jusqu'aux prétendus mandarins de gauche, l'opposition était importante. Mais les événements ont démontré que la démagogie la plus éhontée est fatalement promise à l'échec.

Nous ne devons pas nous cacher que la situation est difficile : baisse de l'audience des syndicats d'étudiants, difficulté de mobiliser, etc...

Face à cela, le premier syndicat étudiant de France, s'il veut le rester, doit être capable de réfléchir à sa propre organisation : Rôle du B.N. et rôle du C.N. (qui devrait être plus important qu'il ne l'est actuellement) en sont les thèmes moteurs. N'oublions pas non plus le rôle de la CAEL qui doit continuer à demeurer un puissant moyen d'interventions auprès des étudiants. Enfin, pour que le pays soit à la hauteur des défis de demain, nous ne pouvons que soutenir le projet de doublement du nombre d'étudiants d'ici à 20 ans proposé par le Ministère de l'Education Nationale. On sait ce qu'il adviendrait de ce projet avec un gouvernement de droite. Encore, une fois, les chemins de la facilité sont nombreux à s'ouvrir devant nous. Sachons les éviter aujourd'hui pour être plus fort demain.

Hervé TASNIOU
PANTHEON.

LA COHERENCE DU DECLIN.

La politique menée par le Ministère ne consiste pas seulement en une série d'attaques. Il s'agit bien d'une tentative visant à remodeler l'université, dans un sens opposé à la N.L.O. Et ce de manière cohérente : il s'agit d'adapter l'Université Française au déclin de notre pays et bien plus en faire un élément moteur de ce déclin. Quand on programme le recul de l'informatique (BULL) et de ses débouchés on réduit le nombre de places à JUSSIEU. Quand on programme la désindustrialisation, le chômage, on réduit les moyens pour la formation et le nombre d'étudiants formés. Rien ne serait plus néfaste pour les étudiants et le pays que tous ces projets se réalisent. Ce qui est visé est à terme la mise en place d'une Université à l'Américaine : une petite minorité d'étudiants formés en déboursant des milliers de francs d'inscription, que les moins friqués ont une formation au rabais et que la grande masse des jeunes est exclue de la formation dans un pays s'enfonçant dans une répression sociale sans précédent.

Cela ne se met pas en place facilement, sinon pourquoi mener un tel battage de la part du gouvernement sur la nécessité de moderniser l'enseignement ? (...)

Nous devons faire un effort d'organisation au niveau de toutes ces attaques. Je crois qu'il faut mettre les étudiants devant leurs responsabilités en leur parlant vrai : il n'est pas vrai qu'on modernise le pays sans augmenter le nombre et la qualité des étudiants formés, sinon c'est tout les étudiants qui seront pressés comme des citrons ! (...).

Nous n'en sommes qu'au début d'une longue lutte dont l'issue dépendra du nombre d'étudiants mobilisés, comprenant de mieux en mieux ce qui se joue aujourd'hui.

Catherine TRICOT
NANTERRE.

..."C'est parce que l'UNEF agit à PARIS 13 que la filière scientifique reste ouverte à tous, et que s'est instauré dans toutes les années de l'UER de Sciences Eco des Commissions Pédagogiques.

C'est parce que l'association des étudiants d'AES est la moins développée que les mandarins démantèlent en premier ce DEUG.

Ce n'est pas sans raison non plus que les lycéens de la Seine Saint Denis et du Val d'Oise s'adressent en premier aux associations UNEF de Sciences et d'Eco.

Ce n'est pas sans raison non plus que - l'AGEPN a ouverte dès Septembre la bataille sur nos conditions d'études.

Ce n'est pas sans raison enfin que l'AGEPN s'est battu dès Février contre l'augmentation des droits d'inscriptions.

C'est bien parce qu'aujourd'hui les étudiants doivent répondre à des attaques sans précédent contre leurs conditions d'études nos conditions d'études...".

..."En manifestant avec les étudiants au Conseil d'Université, en faisant signer en quelques jours 1 000 cartes-pétitions contre la hausse, nous avons marqué des points notamment, le projet de transformer l'UER de Sciences en Institut Sélectif a été stoppé...".

..."La barre est placée haute par Monsieur CHEVENEMENT et les mandarins des Universités ?

Nous relevons le défi ! Dans toutes les Facs de France.

Il va falloir compter avec les étudiants et leur organisation : l'UNEF.

A PARIS 13 d'ores et déjà il faut compter avec l'AGEPN.

VIVRE, ETUDIER, DECIDER , c'est vraiment ce que nous voulons...".

Vincent MARKIDES
PARIS XIII.

Attention ... Attention ...

Les délégués qui ont des amendements à proposer sur le rapport d'orientation du 70è Congrès de l'UNEF, sont priés de les amener avant demain : samedi soir à Rémy MENETRIER.

L'OCEANOGRAPHIE, UNE RECHERCHE DE POINTE.

Le Commandant COUSTEAU, la soucoupe plongeante, le Nautilus, l'Aquaculture, autant de mots que les médias mettent en avant. Mais quand on gratte ce vernis qu'est-ce qu'on trouve, un domaine démantelé avec la suppression des DEA de biologie marine, de Best, Poitiers, Montpellier, Bordeaux, Paris VI, du DESS de Caen pour centraliser le 3ème cycle Océanographique à Marseille. Qu'on ne s'y trompe pas on n'hésite pas à sacrifier toute la façade Atlantique pour mettre en place la carte universitaire. Les étudiants de la maîtrise d'Océanographie Biologique de Brest ne s'y trompent pas et ils agissent (Pétition, contact avec la Presse, rencontre avec les profs, action nationale). Non décidément on n'est pas des Pigeons et le succès de la MANIF du 3 MAI dépend beaucoup de notre intervention dans les amplis Parisiens demain matin.

Loïc JOURDREN
BREST.

..."Il n'y a pas eu d'élections depuis 1982 ce qui fait qu'aujourd'hui nous n'avons plus un seul élu étudiant...".

..."Mais partout on note que la baisse du budget affecte au premier lieu l'activité culturelle et le cadre de vie, et par l'austérité et la vétusté s'abattent sur nos Facs.

Mais nos études, sont aussi touchées lorsque les bibliothèques faute de moyens ne s'abonnent plus aux périodiques...".

..."Ces exemples comme bien d'autres montrent bien que la volonté que nous exprimons aujourd'hui : VIVRE, ETUDIER DECIDER ont baillonné par une direction universitaire qui nous trouve trop encombrants et utopistes.

Et bien moi je crie NON !...".

Antonio CHAPEIRA
JUSSIÉU.

La loi Savary ou comment s'en débarrasser

Les propositions du Collège de France
vont-elles rendre caduc le texte de 1984
sur l'enseignement supérieur ?

par PAUL SERAMY (*)

LES « propositions pour l'enseignement de l'avenir », que viennent d'élaborer les professeurs du Collège de France, sous la responsabilité de M. Bourdieu, méritent décidément de retenir l'attention (1).

Certes, ce texte, qui « ne veut être ni un plan ni un projet de réforme », s'en tient, sur bien des points, à des considérations très générales, d'ailleurs souvent intéressantes. Mais, lorsqu'il s'agit d'aborder les structures de l'enseignement universitaire, les membres du Collège de France adoptent un langage nettement plus précis. En réalité, ils prennent position, de manière très claire, dans le débat qui n'a jamais cessé autour de la loi Savary sur l'enseignement supérieur. Et, qu'on le veuille ou non, ils prennent position contre les orientations fondamentales de cette loi (promulguée, rappelons-le, il y a à peine quinze mois).

Que dit en effet le Collège de France ? Qu'il faut favoriser la diversité des établissements et « organiser entre eux une concurrence, ce qui suppose une très large autonomie des établissements et une grande variété de statuts. La loi n'est pas de cet avis : pour elle, l'enseignement supérieur est un service public, avec ses fonctionnaires et ses usagers ; et il revient aux pouvoirs publics d'unifier, autant que possible, ce service public et de le rendre cohérent en « organisant les programmes pédagogiques et les conditions d'accès ».

Que dit encore le Collège de France ? Que les organismes d'enseignement doivent être placés « à l'abri des pressions » et dotés du « pouvoir de déterminer eux-mêmes leurs objectifs ». La loi ne l'entend pas de cette oreille : elle dispose que le service public doit être intégré dans la « planification nationale et régionale », qu'il doit « contribuer à la politique de l'emploi » et même faciliter l'« aménagement du territoire ».

Un divorce total

Laissons encore la parole au Collège de France : « L'autonomie devrait être aussi entière en matière de création d'enseignements, de collation des grades et de régulation des flux d'étudiants », le rôle de l'Etat étant seulement de « soutenir des enseignements économiquement non rentables mais culturellement importants ». Autrement dit, le Collège de France se prononce pour la définition par les universités elles-mêmes de leurs orientations scientifiques ; il propose la suppression des diplômes nationaux et le droit pour chaque établissement d'organiser une sélection. Que dit la loi ? Exactement le contraire. Toute sélection est interdite, sauf à l'entrée du

deuxième cycle et pour certaines formations seulement. Les diplômes nationaux sont maintenus ; l'Etat a le monopole de la collation des grades. Enfin, le ministre est chargé de définir une carte des enseignements et de la recherche, en fonction de laquelle seront répartis les moyens matériels et humains, ainsi que les fameuses « habilitations à délivrer les diplômes nationaux ».

Inutile, me semble-t-il, de poursuivre la confrontation. Il est clair qu'entre les propositions du Collège de France et la loi Savary du 26 janvier 1984, le divorce est total.

On pouvait s'attendre, dans ces conditions, à une condamnation énergique par le Collège de France. Eh bien non ! M. Jean-Pierre Chevènement annonce qu'il n'est « pas en désaccord » avec ces idées ; M. Roger-Gérard Schwartzberg y voit une confirmation des siennes.

On croit rêver. Car les propositions du Collège de France ne constituent pas une nouveauté inouïe. Elles reprennent très largement les thèses déjà défendues par d'éminents universitaires, tels que M. Laurent Schwartz, M. Henri Tezenas du Montcel, ou encore M. Guy Denielou. Au moment de la discussion de la loi de 1984, je m'étais efforcé, avec la plupart de mes collègues de la majorité du Sénat, de me faire l'écho de ces thèses : le gouvernement s'y était opposé de la manière la plus nette.

Alors, que faut-il croire ? Tout simplement, sans doute, que le gouvernement, après avoir imposé une loi absurde et rétrograde dans le seul but de contenter certains états-majors syndicaux, est en train de découvrir l'inadaptation profonde de ce texte aux exigences d'un enseignement supérieur moderne.

La loi de 1984 ressemble de plus en plus au cadavre encombrant décrit par Eugène Ionesco dans *Amédée ou comment s'en débarrasser*. Et le ministre ne paraît plus guère plus à l'aise que le personnage central de cette pièce pour trouver une solution honorable. C'est pourquoi je me permets de lui faire une suggestion : qu'il prenne lui-même l'initiative de proposer l'abrogation des articles les plus contestables de la loi Savary. Cela fera gagner du temps à l'opposition ; et, après tout, il serait bien normal que ceux qui ont commis les dégâts les réparent.

(1) *Le Monde* des 23 et 29 mars 1985.

(*) Sénateur de Seine-et-Marne. Rapporteur du projet de loi sur l'enseignement au Sénat.

ETUDIANTS

Ouverture du congrès de l'UNEF

Manif vendredi à Paris

C'est aujourd'hui que s'ouvre à Nanterre (université de Paris X) le 70^e congrès de l'UNEF. Jusqu'au 5 mai, 800 délégués venus de toutes les universités de France diront leur soit de « vivre, étudier, décider » au moment où la « politique universitaire du gouvernement tourne le dos aux objectifs qu'ils s'étaient fixés », note l'Union nationale des étudiants de France.

Diverses personnalités interviendront lors du congrès, notamment Jean-François Tournadre, secrétaire général du SNESup, et Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT.

L'UNEF a décidé de faire de la deuxième journée de ses travaux une manifestation contre les hausses des droits d'inscription à la rentrée, la suppression de diplômes et de filières universitaires, les circulaires Joxe et Massot discriminatoires à l'égard des étudiants étrangers et contre les restrictions de choix de leur université imposées aux lycéens.

Les étudiants de Paris et les délégués ont rendez-vous à 15 heures, vendredi, sur le parvis de la faculté de Jussieu. De là, ils manifesteront jusqu'au ministère de l'Education nationale, où une entrevue avec Jean-Pierre Chevènement a été demandée.

Sur le thème « On n'est pas des pigeons », les étudiants demanderont notamment le « vote d'un collectif budgétaire pour les universités au titre de l'exercice 1985 ».

La FEN (Fédération de l'Education nationale), le SNESup (Syndicat national de l'enseignement supérieur), le SNES (Syndicat national des enseignants du second degré), le SNEP (Syndicat national de l'éducation physique) et les syndicats, fédérations, unions de la CGT de l'Education nationale ont décidé de participer à cette manifestation. Des représentants nationaux de ces organisations prendront la parole sur le parvis de Jussieu au départ de la manifestation.

« Avec cette manifestation, estime Régis Piquemal, président de l'UNEF, il ne s'agit pas de marquer le début d'une période anti-Chevènement, mais bien le début d'une période où l'UNEF est déterminée à ne rien laisser passer, d'ici que cela vienne. Elle est déterminée à affronter la crise dans sa diversité dans sa multiplicité. »

L'UNEF rappelle que les séances plénières du congrès se dérouleront au centre administratif de Colomb 3, rue de la Liberté (Hauts-de-Seine) et que les commissions du congrès tiendront à l'université de Paris Nanterre le samedi après-midi.

L. Hamante
2.5.85

PUISSANTES MANIFESTATIONS CONTRE L'AUSTERITE

A l'appel de la CGT, 50.000 à Paris. Défilés dynamiques dans toute la France
Emploi, pouvoir d'achat et libertés au centre des revendications

A l'occasion du 1^{er} Mai, des milliers de manifestants ont occupé hier la scène de la vie publique.

Côté cour, la plupart des observateurs sociaux n'en démordent pas. Après avoir vu, les années précédentes, des défilés « politisés », ils les décrivent, étiolés pour cause de « crise de syndicalisme ». Côté jardin, la réalité est toute différente.

« Rigueur, austerité, assez ! Agissons pour l'emploi, le pouvoir d'achat, les libertés », proclamait l'immense banderole derrière laquelle, durant plusieurs heures, les travailleurs de la région parisienne ont défilé dans la capitale à l'appel de la CGT.

La durée de la manif, le nombre de ses participants, les mots d'ordre scandés, contrastaient singulièrement avec les initiatives qu'avaient prises les autres syndicats. En fin de matinée, FO ne rassemblait pas mille personnes pour franchir quelques centaines de mètres sur les pavés parisiens. L'opposition de cette centrale aux TUC était mise en relief. Quant à André Bergeron, son secrétaire général, de Lille, il « adjurait » le gouvernement de « relancer la consommation, le pouvoir d'achat et la politique contractuelle ».

De leur côté, 800 personnes manifestaient dans le nord de la capitale au nom de la CFDT sans banderole... et sans Edmond Maire. Il est vrai que ce dernier avait déclaré la veille que « les manifestations dans les rues ne représentent plus une forme privilégiée de l'action syndicale ». Ils étaient pourtant plus de 50.000, selon la CGT, à manifester hier après-midi à Paris à l'appel de la Confédération générale du travail. De très nombreux jeunes, côte à côte, avec des retraités, pour protester aussi contre le racisme et l'idée de fatalité de la crise et de la rigueur que voudraient imposer le gouvernement et le patronat. L'emploi et le pouvoir d'achat étaient au cœur de tous les rassemblements qui enregistraient dans tout le pays plus de participants que l'an dernier.

« Ceux qui disent aux travailleurs qu'ils peuvent rester seuls, chacun pour soi, sont, quant à eux, très bien organisés contre vous, contre nous », déclarait Henri Krasucki, secrétaire général de la CGT, au départ du cortège parisien. Le dirigeant soulignait que « le monde du travail est la force la plus grande qui existe dans qu'elle se rassemble et pèse de tout son poids ». En ce sens, il citait l'exemple

des « succès des cortèges organisés ce matin en province par la CGT » qui en avaient « surpris plus d'un ».

A Marseille, près de 20.000 personnes manifestaient à l'appel du syndicat et de la FEN. De nombreux slogans anti racistes étaient soit inscrits sur des banderoles, soit scandés par les manifestants qu'accompagnaient plusieurs orchestres, à pied ou installés sur des camions. 500 personnes à Dijon, 1.000 à Lille, 4.000 à Toulouse comme à Lyon où les salariés de RVI avaient pris la tête du cortège, 3.500 à Dunkerque et 1.200 à Metz... s'opposaient fermement aux pertes de pouvoir d'achat. Toujours à l'appel de la CGT, 2.500 travailleurs de Limoges, 400 à Isnoire, 3.000 à Nice, 2.000 à Rouen refusaient les licenciements. Affluence, diversité et... solidarité.

Des mineurs britanniques étaient présents dans le cortège parisien après avoir été reçus la veille par Robert Frogosy, maire et conseiller général communiste du Blanc-Mesnil.

Turcs, Kurdes, Iraniens, Nicaraguayens, Antillais, Chiliens, Canaques... scandaient aussi, drapeaux rouges à l'appui, leur volonté de s'opposer au racisme et de faire respecter les libertés.

Pour l'emploi et le pouvoir d'achat, les travailleurs de Renault, Citroën et Talbot mêlaient leurs voix.

Du commerce, du bâtiment, de la chimie, par centaines, les travailleurs d'entreprises en lutte étaient présents. Ceux de la RATP, du Club Méditerranée, de différents services publics les précédaient.

Ils suivaient de près la tête du cortège parisien où avaient notamment pris place Jean-Claude Gayssot, Paul Laurent, André Lajoie et Jack Ralite, dirigeants du PCF.

Marcel Debarge, secrétaire national du Parti socialiste, conduisait une délégation qui se rendit successivement à tous les cortèges syndicaux de la capitale.

Henri Krasucki soulignait, pour sa part, l'importance de la journée d'action CGT à Renault, prévue pour le 10 mai.

Après plusieurs heures de marche, les manifestants se séparaient ayant, selon la CGT, fait preuve « d'une grande combativité ».

JEAN SANTON

BASTILLE-RICHELIEU-DROUOT

a. J. Humanité
2.5.85

orléans

ages-unes

ON N'EST PAS DES PIGEONS!

inscriptions: +32%, ÇA SUFFIT!

orléans

toulouse

A L'AGET, on se donne les moyens
Pourquoi pas vous ?

Un Congrès de lutte, un Congrès offensif : OUI
mais pour ça, il faut du punch !
Alors, avant de manger, un coup de pastis, de Banyuls ou de Martini, du stand de L'AGET,.....
et ça repart encore plus fort !

marseille

A partir de samedi, L'AGE de MARSEILLE exposera les clichés saisis sur le vif durant les deux premiers jours du Congrès, et pendant la manif, par notre photographe.
(soit dit en passant, photographe officiel d'Isabelle ADJANI au festival de Cannes 1985)
Jérôme SURROCA
A samedi !

bordeaux

Demandez tous "BISTOURI" n°1 et surtout N°2 consacré aux étudiants étrangers et contre le racisme, édité par l'association de Médecine de L'AGE de BORDEAUX - 5 F.



limoges

Les n° 2 et 3 de L'AGORA le journal des étudiants de LIMOGES est en vente sur le lieu du Congrès

SHZA-OC-IM OMT
EN...



oneeps

**DU SPORT
POUR VOUS**

**DU TRAVAIL
POUR NOUS!**

**Education
Physique et
Sportive**

paris XIII

Le Fougères est de retour !

- Droits d'inscription = + 32%
- Faugères = - 60%

DEMANDEZ LE FAUGERES
aux délégués de Paris XIII
10 F. la bouteille
Qu'on se le dise !!
(à partir de samedi)

grenoble

Le Grand Orchestre du "Canardo Grando Intérieur"
à la joie de vous faire part de la naissance de leur
petit dernier.

Le sweet shirt
du 70^e Congrès de l'UNEF
avec le Canardo
Grenoblo

"Qui ne l'aura pas sur le dos à la fin du Congrès
(et ce n'est pas un vain mot) sera hué"
Proverbe Dauphinois

En même temps, profitez-en pour boire un petit
coup de Chartreuse - La vraie !
Au stand AGEG - UNEF

La délégation grenobloise
à l'unanimité moins zéro.



Étudiant ayant
son sweet



Étudiant n'ayant pas
son sweet

Daniel BELIKI a quitté le Congrès.
Soumis à un contrôle de police de routine,
il a été transféré à la préfecture de Paris,
en attendant son expulsion de France. Il
n'avait pas de carte de séjour.

Samedi et dimanche, toute la journée,
au stand de **MARSEILLE**,

la Semaine Internationale de l'Étudiant
de Marseille en visite au 70^e Congrès

GRANDE EXPOSITION
DE PHOTOS

"L'IRAN VU PAR"

Venez nombreux !!!
(entrée libre)

nice

(Sur l'air de la Marseillaise)

Aux armes, les étudiants,
Prenez vos brosses à dents,
Frottez, frottez,
Pour avoir de belles dents,
Et mordre Chevènement !

(Jean Marc JOUBERT)

HYMNE DE PARIS XIII
Air de "Oh when the Saints"

les plus balaises (bis)
c'est Paris XIII (bis)
et les plus baisaises, c'est Paris XIII
et les plus forts (bis)
c'est Paris Nord (bis)
et les plus forts c'est Paris Nord
son président (bis)
le grand Vincent (bis)
est roi de tous les étudiants
ses délégués sont les plus beaux
les plus beaux de tout le Congrès

Serge GAYSSOT a été attaqué en diffamation
par M. Rémy MENETRIER d'une part et Melle
Marie-Pierre MICHEL d'autre part.

Ce dernier a en effet indiqué, lors de la pre-
mière journée du Congrès national de l'UNEF,
que les délégués pouvaient prendre contact
avec Madame Marie-Pierre MENETRIER, an-
nonçant ainsi prématurément un évènement
qui, s'il n'en sera pas moins heureux, peut souf-
frir d'une certaine précipitation.

*** * * Comité de rédaction de la Gazette**

Tout congressiste le désirant peut faire partie
du comité de rédaction. Pour cela le mode d'em-
ploi est simple, il suffit de s'adresser à la
tribune.

Déjà 3 copains s'en occupent :

- Vincent GUICHARNAUD - Limoges
- Dominique LOUIS - Rouen
- Pierre VILLARD - Grenoble

Le N° 2 relatera la journée du vendredi
Amenez vos articles à la tribune.

Dernier délai samedi matin à 11h 30

..... potins de la manif. * * * * *

Perdu :
un crucifix pendentif
en bois, imitation
plastic véritable.
Contacter :
HENRI AGE de LYON



par:
ARIEL et
MAUREEN
idée donnée par
l'association de
lettres de Lyon II

Ici TOULOUSE,

Les étudiants parlent aux étudiants !!!
Une formule galvaudée, peut-être, mais que l'on aimerait entendre, et cela d'autant plus, venant d'ailleurs que de la ville rose.

Radio Campus est une jeune radio, en effet, il y a quelques semaines, elle a soufflé sa première bougie. Malgré tout, cette relative jeunesse, que l'on pourrait prendre à priori pour un handicap, est une qualité appréciable, dans la mesure où le discours que propose la radio est honnête, à défaut d'être toujours professionnel.

D'autant, que dans l'explosion actuelle des médias, les étudiants se doivent de prendre la place qui a toujours été la leur.

Ainsi, Radio Campus, déjà riche d'une certaine expérience, aimerait se sentir un peu moins seule en France.

A BON AUDITEUR..... SALUT !

FLASH FLASH

Ici Radio Campus,
Toulouse,

Les étudiants parlent
aux étudiants :
"Les sanglots longs
des violons de l'au-
tomne, blessent
mon coeur d'une
langueur monotone".

JE REPETE,

"Les sanglots longs
des violons de l'au-
tomne, blessent
mon coeur d'une
langueur monotone".

"Tonton 94 arrive
sur les violettes",

JE REPETE,

"Tonton 94 arrive
sur les violettes".

Radio Campus,
à Toulouse, met
la puissance média-
tique à la portée
des masses univer-
sitaires.

Universitaires de
toutes les villes,
unissez-vous, car
les radios juke-box
sont l'opium du
peuple.

Radio Campus
sera le genre humain !



J'en ai marre !
Marre des radios
juke-Box !
Marre des animateurs
disc-jockey !
Marre des radios
couche-culottes,
et des radios su-
permarché !
Marre des radios
Mickaël Jackson !
Etudiants, vous
êtes les détenteurs
de la vraie culture !
celle qui vit !
Faites comme à
Toulouse, créez
votre radio !